

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 04/05/2023			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
14	8	5	1

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU

L'an deux mille vingt trois, le douze mai, le Bureau de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Monsieur Vincent COWET. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Yannick LE BORGNE. Madame Martine PARE. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Dominique RIGUIDEL

Avaient donné pouvoir :

Monsieur Bernard LE BRETON

Étaient excusés :

Monsieur Denis BERTHOLOM. Madame Pascale GILLET. Monsieur Raymond HOUeix. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Benoît ROLLAND

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Bureau peut valablement délibérer.

.../...

B_2023_030 - Arrêté Cadre Sécheresse - projet modificatif 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° CS-2020-045 du Comité Syndical en date du 25 septembre 2020 portant délégation d'attributions au Bureau ;

Vu le projet de modification de l'arrêté cadre sécheresse du Morbihan mis à disposition auprès du public du 4 mai au 25 mai 2023 ;

Vu le rapport du Président ;

Le Bureau après en avoir délibéré,

- Tient à rappeler que Eau du Morbihan :

- S'appuie sur la diversification des ressources et la gestion anticipée des stocks ;

- Ne sollicite de dérogation qu'en cas de situation exceptionnelle, dans un souci d'anticipation et au vu de simulations de déstockage de sites sensibles, en lien avec les possibilités de mobilisation des imports et du réseau d'interconnexions ;

- Ne sollicite pas de dérogation « pour prélever plus », mais bien pour éviter un déstockage prématuré des retenues et anciennes carrières qui engendre un risque réel de rupture d'approvisionnement, faisant basculer tout ou partie du Morbihan en Crise.

- Émet les commentaires et observations suivants sur le projet d'arrêté :

- Il conviendra de préciser les objectifs poursuivis, les modalités de transmission et le traitement qui sera fait des données de volumes prélevés et produits à fournir par les Producteurs d'eau ;

- Il serait utile de conserver l'obligation de fourniture de bilans hebdomadaires des volumes consommés relevés par les ICPE, telle que rédigée dans la version transmise aux membres du CGRE le 18 avril 2023, et préciser quelles diffusion et exploitation en seront faites ;

- La quasi intégralité des seuils « Milieux Naturels » figurant à l'article 8 sont relevés. Statistiquement, les différents seuils déclenchant l'Alerte, l'Alerte renforcée ou la Crise seront atteints plus fréquemment. On peut donc s'interroger sur le risque que la population s'habitue à ces alertes, qui perdraient alors de leur efficacité si elles sont banalisées. Cela interroge également sur la cohérence entre ces alertes plus fréquentes et l'assouplissement de certaines restrictions ;

- Par ailleurs, le projet stipule : « en cas de restrictions déclenchées au mois de juin, à partir de juillet, sauf situation pluvieuse dépassant les normales de saison, les mesures sont maintenues ».

Cette rédaction est imprécise et laisse une marge d'interprétation. Elle est également contradictoire avec les modalités de levée des mesures de l'article 9-2 qui prévoient une réduction de niveau d'alerte si les seuils ne sont plus franchis pendant une semaine ;

- A l'issue du questionnaire de Retour d'expérience, Eau du Morbihan, comme les autres producteurs d'eau, avait demandé que soient réétudiés les modalités de levée des mesures de restriction. Par parallélisme de la montée en puissance progressive des restrictions, une sortie progressive serait logique, a minima après consultation du Comité Technique des Producteurs d'Eau pour la zone de gestion interconnectée ;

- Plusieurs restrictions et objectifs d'économies d'eau ont été assouplis par rapport à l'arrêté en vigueur, ce qui interroge fortement compte tenu des fréquences et intensités des sécheresses annoncées à l'avenir ;

1. arrosage des potagers possible en Crise de 20 h à 8 h, y compris avec de l'eau potable, alors qu'il figure parmi les usages non prioritaires en annexe 4,
2. lavage de voiture en station de lavage en Alerte renforcée possible, avec une lance haute-pression, y compris avec de l'eau du réseau,
3. nettoyage des façades préalable à un ravalement par un professionnel possible en Alerte renforcée, voire en Crise sur dérogations,
4. des efforts d'économies d'eau pour les entreprises qui passent de 25 % à 10 % en Alerte renforcée, et un champ d'application réduit aux seules ICPE, hors industrie agroalimentaire de 1^{ère} transformation (abattoir, laiterie),

- On ne peut que regretter que la demande répétée de Eau du Morbihan d'anticiper la gestion des ressources en ayant la possibilité de disposer d'une dérogation dès l'Alerte n'ait pas été entendue. Cette impossibilité d'anticipation pose une réelle question de cohérence, dès lors que le projet d'arrêté prévoit plusieurs assouplissements en matière de restriction d'usages, y compris à partir du réseau public, tels qu'illustrés à l'alinéa précédent.

- Dans ce contexte de raréfaction de la ressource, de sécheresses plus intenses et fréquentes, mais dans le même temps d'assouplissement des restrictions dans le projet d'arrêté cadre, y compris en Crise, et de limitation des possibilités d'anticipation, la capacité de Eau du Morbihan à éviter des ruptures d'approvisionnement pourrait être fortement compromise.

- Propose les seuils modifiés suivant pour les volumes stockés dans les carrières de Gourin

zone d'alerte	Volume des carrières de Gourin en m ³							
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre	1 ^{er} novembre
seuil d'alerte	360000	390000	410000	410000	400000	370000	290000	260000
alerte renforcée	340000	380000	400000	400000	390000	350000	270000	240000
seuil de crise	320000	370000	390000	390000	380000	320000	240000	200000

- Charge le Président de Eau du Morbihan de transmettre ces éléments au Préfet du Morbihan.

Fait et délibéré à Vannes, le 12 mai 2023

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

DÉTAIL DU VOTE

POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0